ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Bovins

Question au Gouvernement n° 1705

Texte de la question

M. le president. La parole est a Mme Evelyne Guilhem.
Mme Evelyne Guilhem. Ma question s'adresse aussi a M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation et concerne la situation dramatique dans laquelle se trouvent actuellement les producteurs de bovins francais. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement de la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Depuis le 20 mars dernier, en raison de la crise dite de la vache folle, les producteurs de viande bovine, notamment ceux de ma region, le Limousin, doivent faire face a une chute des cours sans precedent et ont le plus grand mal a vendre leurs betes. Soit ils ne les vendent pas, soit ils les bradent.
La situation est d'autant plus grave et d'autant moins supportable que le marche francais de la viande avait deja subi l'an dernier une crise tres grave du fait des devaluations monetaires.
Les producteurs de viande bovine doivent faire face aux echeances de tresorerie, ainsi qu'aux assauts quotidiens des banquiers et des fournisseurs.
A tout cela s'ajoutera, en juillet prochain, l'arrivee sur les marches des betes d'engraissement et des broutards. D'ou une aggravation des problemes.
Les eleveurs n'en peuvent plus, monsieur le ministre.
L'agricultrice que je suis vous dit que les paysans sont actuellement en plein desarroi !
La femme que je suis vous dit que les familles rurales ne croient plus en l'avenir !
Et l'elue que je suis vous dit qu'elle a tres peur que des provinces comme la notre disparaissent de la carte de France !
Je sais que vous luttez avec force, monsieur le ministre, pour defendre l'agriculture francaise, mais je souhaiterais savoir ce que vous pensez faire pour rassurer la production agricole. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
M. Jean-Claude Lefort. Il ne peut rien faire !
M. le president. La parole est a M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation.
M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation. Madame le depute, je sais que, dans votre region et dans plusieurs autres, un grand nombre d'eleveurs de bovins se trouvent dans une situation dramatique qui confine maintenant, pour beaucoup, au desespoir.
La chute de la consommation de la viande bovine est de l'ordre de 20 p. 100. Cette chute a provoque un effondrement dramatique des cours. Les Francais sont conscients de la situation. Je souhaite que l'ensemble de nos partenaires europeens le deviennent.
Nous avons tenu au debut de la semaine une reunion a Luxembourg portant, entre autres, sur l'indemnisation. Nous avons saisi le Parlement europeen selon la procedure d'urgence et nous allons avoir a nous prononcer sur la proposition de la Commission.
Cette proposition comporte quelques aspects positifs, comme le fait de pouvoir s'appuyer sur les primes existantes, ce qui accelerera le reglement du probleme, ou de permettre a chaque pays de faire porter ses efforts sur telle ou telle categorie.
Mais, pour nous, la proposition de la Commission presente des insuffisances parce que nous voulons faire

porter davantage nos efforts sur ceux qui sont le plus en difficulte et que les montants proposes ne sont pas a la mesure des pertes subies.
Par ailleurs, une majorite de pays s'opposent pour le moment a notre proposition tendant a autoriser les pays durement touches a proceder au versement d'aides nationales complementaires. La bataille n'est pas gagnee d'avance, mais, dans ce domaine, nous serons, comme nous l'avons ete depuis le debut, d'une fermete sans faille.
M. Jean Glavany. On a vu les resultats !
M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation. Cette fermete, nous en ferons preuve lors de la prochaine reunion du conseil des ministres de l'agriculture, ainsi que lors des suivantes. Mais il faut savoir que nous sommes au coeur d'une crise grave qui ne sera pas reglee par le conseil des ministres de l'agriculture. Nous devrons nous mobiliser fortement, en France et en Europe, pour apporter des reponses durables a une crise qui n'est pas seulement conjoncturelle. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)
M. Andre Fanton. Silence, les socialistes ! Vous avez detruit l'agriculture !

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a Mme Evelyne Guilhem.
Mme Evelyne Guilhem. Ma question s'adresse aussi a M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation et concerne la situation dramatique dans laquelle se trouvent actuellement les producteurs de bovins francais. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement de la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Depuis le 20 mars dernier, en raison de la crise dite de la vache folle, les producteurs de viande bovine, notamment ceux de ma region, le Limousin, doivent faire face a une chute des cours sans precedent et ont le plus grand mal a vendre leurs betes. Soit ils ne les vendent pas, soit ils les bradent.
La situation est d'autant plus grave et d'autant moins supportable que le marche francais de la viande avait deja subi l'an dernier une crise tres grave du fait des devaluations monetaires.
Les producteurs de viande bovine doivent faire face aux echeances de tresorerie, ainsi qu'aux assauts quotidiens des banquiers et des fournisseurs.
A tout cela s'ajoutera, en juillet prochain, l'arrivee sur les marches des betes d'engraissement et des broutards. D'ou une aggravation des problemes.
Les eleveurs n'en peuvent plus, monsieur le ministre.
L'agricultrice que je suis vous dit que les paysans sont actuellement en plein desarroi !
La femme que je suis vous dit que les familles rurales ne croient plus en l'avenir !
Et l'elue que je suis vous dit qu'elle a tres peur que des provinces comme la notre disparaissent de la carte de France !
Je sais que vous luttez avec force, monsieur le ministre, pour defendre l'agriculture francaise, mais je souhaiterais savoir ce que vous pensez faire pour rassurer la production agricole. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
M. Jean-Claude Lefort. Il ne peut rien faire !
M. le president. La parole est a M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation.
M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation. Madame le depute, je sais que, dans votre region et dans plusieurs autres, un grand nombre d'eleveurs de bovins se trouvent dans une situation dramatique qui confine maintenant, pour beaucoup, au desespoir.
La chute de la consommation de la viande bovine est de l'ordre de 20 p. 100. Cette chute a provoque un effondrement dramatique des cours. Les Francais sont conscients de la situation. Je souhaite que l'ensemble de nos partenaires europeens le deviennent.
Nous avons tenu au debut de la semaine une reunion a Luxembourg portant, entre autres, sur l'indemnisation. Nous avons saisi le Parlement europeen selon la procedure d'urgence et nous allons avoir a nous prononcer sur la proposition de la Commission.

Cette proposition comporte quelques aspects positifs, comme le fait de pouvoir s'appuyer sur les primes existantes, ce qui accelerera le reglement du probleme, ou de permettre a chaque pays de faire porter ses efforts sur telle ou telle categorie.
Mais, pour nous, la proposition de la Commission presente des insuffisances parce que nous voulons faire porter davantage nos efforts sur ceux qui sont le plus en difficulte et que les montants proposes ne sont pas a la mesure des pertes subies.
Par ailleurs, une majorite de pays s'opposent pour le moment a notre proposition tendant a autoriser les pays durement touches a proceder au versement d'aides nationales complementaires. La bataille n'est pas gagnee d'avance, mais, dans ce domaine, nous serons, comme nous l'avons ete depuis le debut, d'une fermete sans faille.
M. Jean Glavany. On a vu les resultats !
M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation. Cette fermete, nous en ferons preuve lors de la prochaine reunion du conseil des ministres de l'agriculture, ainsi que lors des suivantes. Mais il faut savoir que nous sommes au coeur d'une crise grave qui ne sera pas reglee par le conseil des ministres de l'agriculture. Nous devrons nous mobiliser fortement, en France et en Europe, pour apporter des reponses durables a une crise qui n'est pas seulement conjoncturelle. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)
M. Andre Fanton. Silence, les socialistes ! Vous avez detruit l'agriculture !

Données clés

Auteur : Mme Guilhem Évelyne
Circonscription : - RPR
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1705
Rubrique : Elevage
Ministère interrogé : agriculture, pêche et alimentation
Ministère attributaire : agriculture, pêche et alimentation

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 6 juin 1996, page 3851
Réponse publiée le : 6 juin 1996, page 3851
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 juin 1996